



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 5 OCTOBRE 2016

Félix Prosper Basse : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, David Gressly, s'est rendu hier 4 octobre 2016 à Kananga, dans la province du Kasai Central, pour s'enquérir de l'évolution de la situation qui prévaut dans cette province.

Pour rappel, de violents affrontements ont opposé ces dernières semaines à Kananga et ses environs, les forces de l'ordre et les miliciens du chef coutumier décédé Kamuina Nsapu. Des dizaines de morts ont été enregistrés à la suite de ces affrontements.

La MONUSCO mènera une enquête sur ces violences meurtrières, a promis le Représentant spécial David Gressly, en ajoutant que cette enquête va s'accompagner d'un monitoring de la situation des droits de l'Homme dans la province

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC a par ailleurs, annoncé l'intention de la MONUSCO de renforcer ses effectifs dans la province, notamment dans les domaines des Affaires civiles, des droits de l'Homme et de la Police MONUSCO, afin d'œuvrer pour le retour effectif de la paix.

Droits de l'Homme:

Lors de sa 33^{ème} session, le Conseil des Droits de l'Homme a adopté par consensus le 30 septembre 2016, une résolution sur l'« assistance technique et le renforcement des capacités en matière de droits de l'Homme en République démocratique du Congo », faisant suite à la présentation du rapport et au dialogue interactif du 27 septembre 2016, au cours duquel la délégation de la RDC était conduite par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux et Droits Humains.

Dans cette résolution, dont le projet a été présenté par la délégation sud-africaine, au nom du Groupe des Etats d'Afrique, le Conseil a décidé de mettre la situation des droits de l'Homme en RDC sur l'agenda de ses

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

trois sessions de 2017 (mars, juin et septembre) et a notamment demandé au Haut-Commissaire de lui présenter un rapport spécifique sur la situation des droits de l'Homme en RDC dans le contexte électoral, lors de la 36^e session du Conseil des droits de l'Homme (septembre 2017) qui sera débattu au cours d'un dialogue interactif renforcé.

Après avoir rappelé les efforts de la RDC dans de nombreux domaines, notamment les évolutions institutionnelles et législatives relatives aux droits de l'homme et ceux dans le domaine de la réforme judiciaire, le Conseil s'est montré particulièrement préoccupé par la persistance des violences contre les populations civiles à l'est du pays, commises par les groupes armés et les forces de sécurité.

En outre, il a exprimé ses profondes inquiétudes face aux violations croissantes des droits civils et politiques, notamment les restrictions aux libertés de réunion, d'opinion et d'expression et les violations du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, les menaces et actes d'intimidation visant des membres des partis politiques, des représentants de la société civile et des journalistes, les détentions arbitraires et les immixtions de l'exécutif dans le fonctionnement de la justice. Par ailleurs, il « condamne fermement les récents affrontements meurtriers à Kinshasa et ailleurs dans le pays et engage vivement le Gouvernement de la République démocratique du Congo à intensifier ses efforts et à prendre des mesures immédiates pour régler pacifiquement les questions politiques qui ont conduit à cette violence et éviter de nouveaux affrontements ».

Au cours des échanges qui ont précédé l'adoption de la résolution, le rôle préventif du Conseil des droits de l'Homme a été rappelé, c'est pourquoi le Conseil a décidé de rester saisi de la situation des droits de l'Homme en RDC et invité le Haut-Commissaire à informer le Conseil sur la situation en RDC selon que de besoin.

N.B. Il convient de noter que lors des discussions précédant l'adoption de la résolution, la délégation de la RDC a également exprimé le souhait qu'elle soit adoptée par consensus et donc sans vote.

Activités des composantes de la MONUSCO

Police MONUSCO :

Dans le cadre du renforcement des capacités de la Police nationale congolaise (PNC) par la MONUSCO, plusieurs sessions de recyclage au profit d'agents de la PNC ont eu lieu simultanément le 3 octobre 2016 dans les provinces de l'Ituri, du Sud et du Nord-Kivu.

A Bunia, s'est déroulé le lundi 3 octobre 2016 à l'École de Police de Bunia, le lancement de la 2^e session de recyclage de 50 apprenants du Groupement mobile d'intervention (GMI) de Bunia de la PNC.

A Uvira, ce sont également 50 éléments de la PNC du GMI qui ont bénéficié de la session de recyclage en Maintien et rétablissement de l'ordre public et gestes et techniques professionnels d'intervention.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Organisée par la composante Police en collaboration avec la haute hiérarchie de la PNC, Cette séance de recyclage s'inscrit dans le cadre de la sécurisation du processus électoral. Elle a pour objectif de redynamiser et de renforcer les capacités opérationnelles des agents d'intervention de cette unité spécialisée, pour la bonne gestion des troubles à l'ordre public. Et ce, dans la légalité, mais surtout dans le respect scrupuleux des Droits de l'Homme.

A Goma, la session de recyclage concernait particulièrement les éléments de la Police technique et scientifique (PTS) du Nord-Kivu.

Ainsi, 17 officiers et sous-officiers de la PNC officiant dans cette province qui ont vu leurs capacités renforcées notamment en ce qui concerne la scène de crime, le gel des lieux, le zonage, l'exhumation médico-légale, l'incendie criminel et les explosifs.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions de protection des civils, la Police MONUSCO a effectué durant la période concernée: 19 missions dans 19 localités.

A l'analyse de ces missions, il apparaît que la situation sécuritaire générale reste fragile du fait de l'activisme des groupes armés, des conflits intercommunautaires, du banditisme classique et de la situation socio-économique des populations.

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre les Stratégies Opérationnelles Intégrées de Lutte contre l'Insécurité à BENI/OICHA et à Goma ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation.

Au total, 161 appels ont été reçus sur les numéros verts. 63 interventions ont été effectuées et 38 individus ont été interpellés pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations.

Ainsi, 393 patrouilles de sécurisation dont 104 conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 7 Check points et 23 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lieutenant-Colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo (RDC), a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Toutefois, au **Kasaï Central**, le 29 septembre 2016, un imposant dispositif de la Police Nationale Congolaise (PNC) a été déployé dans la localité de Dimbelenge, située à 86 kilomètres au Nord-est de Kananga, dans le but de démanteler quelques quarante (40) barricades érigées autour de cette localité par des miliciens du groupe armé Kamuina Nsapu, qui armés de machettes et d'armes à feu, opèrent dans la région en groupuscules de dix (10) à quinze (15) éléments.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été marquée par l'impact des affrontements rapportés au Soudan du Sud, l'activisme des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), ainsi que la présence de braconniers agressifs et lourdement armés signalée dans le parc national de la Garamba.

En effet, durant la semaine écoulée, la partie septentrionale de la province de Haut-Uélé est demeurée sous l'impact de la récente crise rapportée au Soudan du Sud.

A cet effet, suite à la récurrence d'affrontements dans le pays susmentionné, le nombre de réfugiés enregistré dans cette partie de la République Démocratique du Congo, est estimé à ce jour autour de 29713.

Par ailleurs, le potentiel d'une possible expansion de ce conflit en RDC a été identifié, du fait de l'existence d'ethnies transfrontalières, notamment les Zande et les Kakwa, entre les deux pays, laissant paraître une certaine collusion entre la milice de jeunes de la communauté Zande, dénommée « **Arrow Boys** » (**Les garçons de la flèche**) ou « **Palangabolo** » (**Jeunesse forte**) et les éléments de la LRA.

Les rapports concordants ont en effet, fait état de la récurrence de pillages des biens de valeur appartenant aux civils, perpétrés par des éléments de ce groupe armé marginal Zande, dénommé « **Palangabolo** » (**Jeunesse forte**), en collaboration avec les éléments de la LRA, dans la région de Doruma, située dans la zone frontalière entre la RDC, le Soudan du Sud et la République Centrafricaine.

Des informations collectées par la Force de la MONUSCO renseignent également sur des activités de kidnapping menées par « **Les garçons de la flèche** », dans la région concernée.

En effet, selon des sources de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) "Invisible Children", un civil kidnappé le 11 septembre 2016 par des éléments de la milice « **Palangabolo** » (**Jeunesse forte**) au cours d'incursion dans la localité de Sugba, située à 80 kilomètres au Nord de Doruma, est parvenu à s'échapper des mains de ses ravisseurs, et à retrouver sa famille le 28 septembre 2016.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Un autre individu kidnappé le même jour avec lui, a été tué par les assaillants pour n'avoir pas obtempéré à leurs injonctions.

De plus, la situation sécuritaire dans ces deux provinces a également été caractérisée par des activités négatives, perpétrées par des braconniers contre les gardes forestiers du parc national de la Garamba.

Pendant la période sous examen en effet, les responsables du parc national de la Garamba, ont rapporté la présence dans cette réserve, de braconniers dénommés "Hudas", originaires de la Libye ou du Tchad, qui attaquent fréquemment les gardes forestiers au cours de patrouilles à pied, les derniers accrochages ayant eu lieu le 6 septembre 2016.

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) surveillent étroitement avec la Force de la MONUSCO, la situation sécuritaire dans ces deux provinces, dans le but de mettre un terme à toutes les activités négatives y rapportées, et de protéger les populations civiles.

A cet effet, dans la province de Haut-Uélé, le 30 septembre 2016, une patrouille des FARDC a engagé des braconniers armés dans la localité de Nasumba, située à 15 kilomètres au Sud de Duru, et tué quatre (04) insurgés.

Des troupes de la Force de la MONUSCO et celles des FARDC ont été conjointement déployées dans la zone, et y ont intensifié les patrouilles.

La Force onusienne assure également à partir de sa base opérationnelle déployée à Dungu, la protection de tous les véhicules avec leurs passagers et marchandises, contraints de faire un détour et de circuler sur l'axe Ouganda-Aru-Faradje-Dungu-Yambio, suite à l'occupation par des rebelles Sud-soudanais de l'axe stratégique d'approvisionnement Ouganda-Yambio, via Yei.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force onusienne, des opérations contre les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs d'incidents liés aux pillages et aux traitements inhumains contre les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 2016, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Cheyina, située à environ 4 kilomètres au Sud d'Aveba, pillé du bétail et des biens domestiques.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC sont intervenues, et ont engagé les assaillants.

Entre les 1^{er} et 2 octobre 2016, les éléments du FRPI ont ciblé des localités situées dans la région de Gety (50 kilomètres au Sud de Bunia), notamment Nongo, Mulangi et Kimanda (6 kilomètres à l'Est de Gety), tiré et blessé à la jambe une fille de huit ans, et pillé également plusieurs biens domestiques.

Alertées par les coups de feu, des troupes d'intervention rapide des FARDC basées à Gety-Etat, ont été immédiatement projetées sur les lieux, et repoussé les assaillants vers la brousse.

La fille blessée a été admise à l'hôpital de Gety pour l'administration des soins médicaux appropriés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 2 octobre 2016, des éléments supposé appartenir au FRPI ont fait incursion dans la résidence du chef de la localité de Ngasu-Bavi, située à environ 25 kilomètres au Sud-ouest de Bogoro, pillé une importante somme d'argent et des biens de valeur.

Le même jour, des présumés éléments du FRPI ont agressé physiquement six (06) individus, violé une (01) fille et pillé des biens de valeur dans vingt-trois (23) maisons, au cours d'attaques menées dans les localités de Tarama, Kolu et Nongo, situées respectivement à 9, 10 et 11 kilomètres au Sud-est de Gety.

Cependant, les Forces congolaise et onusienne maintiennent sous leur contrôle effectif la situation sécuritaire dans cette partie de la province de l'Ituri, en dépit de cet activisme des éléments du FRPI.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire jugée volatile, a cependant été marquée par la poursuite des opérations menées par l'armée congolaise avec le soutien de la Force de la MONUSCO, contre les groupes armés actifs dans les territoires de Beni, Rutshuru, Walikale, ainsi que dans le parc national de Virunga.

Dans le territoire de Beni, l'armée congolaise poursuit avec le soutien déterminant de la Force de la MONUSCO, les activités militaires dans le cadre de l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**), dans le but de neutraliser l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dont les éléments réfractaires continuent de mener des attaques meurtrières contre les populations civiles.

En effet, le 2 octobre 2016, des présumés éléments de l'ADF ont attaqué la localité de Mamudioma, située à 29 kilomètres au Nord-est de Beni, et tué trois (03) individus.

Dans le territoire de Rutshuru, les troupes des FARDC engagées dans l'opération dénommée « **Nyamulagira** », destinée à neutraliser les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), ont arrêté trois (03) éléments supposés appartenir aux FDLR, au cours d'opérations menées dans la localité de Maroba, située à 25 kilomètres à l'Est de Rutshuru-centre.

Dans le territoire de Walikale, les FARDC poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les activités militaires visant à la neutralisation de différents groupes armés.

A cet effet, le 27 septembre 2016, deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi Kifuafua impliqués dans un viol collectif perpétré dans la localité de Mpito, ont été arrêtés par les troupes des FARDC.

Par ailleurs, le 29 septembre 2016, l'armée congolaise a dans le cadre de l'opération dénommée « **Nyamulagira** », initié des activités militaires contre les éléments des FDLR basés dans la région située dans le secteur méridional du parc national de Virunga, à partir de Buvunga-Rubare vers le volcan de Nyamulagira.

Au chapitre des redditions dans la province, du 28 septembre 2016 à ce jour, dix-sept (17) éléments des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **cinq (05) du "CNRD"** et **douze (12) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise continuent de maintenir sous leur contrôle effectif l'environnement sécuritaire, malgré l'activisme des éléments de quelques groupes armés encore actifs dans cette province.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été rapportée relativement calme durant la semaine écoulée.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1017** patrouilles armées, dont **327** nocturnes, et fourni **52** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04